

LES MÉDECINS RÉSIDENTS NE DÉCOLÈRENT PAS

Grève illimitée à partir de demain

Les médecins résidents ont opté pour le durcissement de leur mouvement de protestation. Ils entameront une grève illimitée à partir de demain.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le Collectif des médecins résidents algériens passe à la vitesse supérieure. Après une grève cyclique de deux jours, puis de trois jours par semaine, les médecins résidents seront en grève illimitée à partir de demain. Une décision entérinée, vendredi dernier, lors d'une réunion qui a regroupé, à Alger, l'ensemble des délégués des médecins résidents à travers le territoire national.

Les résidents haussent le ton afin de faire pression sur le ministre de la Santé. Ce dernier, dénoncent les protestataires, contrairement au ministre de l'Enseignement supérieur, n'a toujours pas répondu à leurs doléances.

Concernant notamment le service civil. Un point auquel les résidents ne comptent pas renoncer. Ces derniers affirment, toutefois, qu'ils ne sont pas contre le travail dans les Hauts Plateaux ni le Sud, à condition de mettre à leur disposition des mesures incitatives.

«Quelle est notre utilité au Sud, si nous n'avons pas les moyens nécessaires pour faire notre travail. Un médecin spécialiste à lui seul n'arrivera jamais à assurer tous les soins jour et nuit. Nous assurons 720 heures par mois et l'on touche 65 000 DA comme salaire de base : c'est de l'esclavagisme», ont souligné les protestataires. Et de poursuivre : «Le ministre de la Santé a déclaré que le service civil ne relève pas de son secteur. Alors, si cela relève des prérogatives du ministère de la Pêche, qu'on nous le dise.»

Les médecins résidents sont déterminés à aller jusqu'au bout de leur revendication «légitime». Pour rappel, le doyen de la faculté de médecine a reçu, la semaine dernière, des délégués de médecins résidents.

Résultat ? Le décret relatif aux examens intercalaires et les années supplémentaires pour certaines spécialités est annulé.

Du côté du ministère de la Santé, l'on indique que les médecins résidents ont été conviés, mercredi dernier, à la table



Les résidents haussent le ton.

des négociations. Une invitation, que ces derniers, aurait déclinée. Le ministre a annoncé l'installation d'une commission

nationale composée de cadres supérieurs du ministère et des directeurs généraux des CHU pour discuter des revendications

S. A.

LES PARAMÉDICAUX REPRENENT LA PROTESTA

Ils annoncent un débrayage à compter du 11 avril prochain

Les paramédicaux reprendront, à partir du début du mois prochain, le chemin de la protestation.

Le Syndicat national des paramédicaux (SAP) qui a tenu son conseil national, jeudi dernier, a décidé d'une grève illimitée à partir du 11 avril prochain.

Selon le secrétaire général du SAP/M. Lounès Gachi, le ministre de la Santé «n'a pas tenu ses engagements».

«Le ministre nous a assurés lors de notre rencontre du 24 février dernier que notre statut serait bientôt promulgué, cependant nous avons d'autres revendications qu'il n'a toujours pas satisfaites, notamment celle liée à la réintégration des paramédicaux



Les paramédicaux relancent le mouvement de contestation.

suspendus pour cause d'activité syndicale», a dénoncé le porte-parole des paramédicaux.

Pis, selon ce dernier, le ministre de la Santé fait «dans la provocation». «Il convoque des personnes qui ne sont pas représentatives pour négocier avec elles», a indiqué M. Gachi.

Le Syndicat des paramédicaux, qui a mis fin à sa grève illimitée, le 24 février dernier, après engagement de la tutelle de satisfaire les revendications émises, réclame la promulgation de son statut avec introduction du système LMD dans la formation, la classification à la catégorie 11 ainsi qu'une revalorisation salariale.

S. A.

ORDRE DES ARCHITECTES ALGÉRIENS

La résolution des problèmes internes comme priorité

Pour les architectes algériens, l'assainissement et la démocratisation de leur organisation sont une étape incontournable avant de passer à la révision des textes de loi organisant leur profession.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Pour la secrétaire générale du conseil national de l'Ordre des architectes, Aïcha Ouada, les professionnels du secteur doivent d'abord s'unir et se mettre sur la même longueur d'onde pour ensuite pouvoir négocier dans une position de force. Interrogée, hier, en marge d'une rencontre qui a regroupé les architectes algériens pour discuter de leur situation actuelle, cette dernière

a clairement signifié que la priorité était à l'assainissement de leur structure.

«Il y a certains présidents de conseils régionaux qui n'ont pas respecté certaines dispositions, notamment celle relative à la tenue d'une assemblée générale, deux fois par an, pour la présentation du bilan moral et financier. Certains ont carrément tourné le dos aux syndicalistes de base, une fois qu'ils sont arrivés au poste de

président, pour ne s'occuper que de leurs affaires personnelles et utiliser cette structure comme registre de commerce ou carte de visite. Chose qui a conduit à une crise de confiance entre les uns et les autres et, aujourd'hui, il est devenu difficile de s'entendre sur la même démarche», a-t-elle expliqué.

De son côté, le président de l'Ordre des architectes, Khaled Benboulaïd, a proposé aux participants d'organiser une rencontre qui regroupera des représentants de différentes wilayas ainsi qu'un comité de sages pour renouveler les

conseils régionaux et, ensuite, s'entendre sur une plateforme de revendications commune qui s'inscrira dans le cadre d'une série de propositions visant l'amendement des textes de lois organisant la profession. Il s'agit, entre autres, du décret 97-07 régissant le fonctionnement de l'Ordre des architectes qui devait être complété par des textes d'application, chose qui, à ce jour, n'a pas été effectuée.

Selon Aïcha Ouada, certains textes de loi sont même contradictoires et nécessitent donc une révision.

M. M.

PRESSE

Sit-in de journalistes à la Maison de la presse Tahar-Djaout

Des journalistes des secteurs public et privé ont demandé hier, à Alger, au gouvernement l'élaboration d'un statut particulier du journaliste, l'activation de la loi sur l'information de 1990 et la création du haut conseil de l'information.

Des dizaines de journalistes rassemblés à la Maison de la presse Tahar-Djaout ont également demandé au gouvernement d'ouvrir un débat officiel sur la réalité de la profession avec une participation forte de journalistes ainsi que la constitution de commissions chargées de prendre en charge les problèmes des journalistes et à leur tête le logement et les augmentations de salaire.

Les journalistes ont convenu d'une grève générale le 3 mai qui coïncidera avec la Journée mondiale de la liberté de la presse.